

**ÉVALUATION RAPIDE DES BESOINS DES PDI À DIANKABOU PEUHL**

COMMUNE DE DIANKABOU – CERCLE DE KORO – RÉGION DE MOPTI

**RAPPORT DE L'ÉVALUATION**



DANS CE RAPPORT ... ↓↓↓		Date	Du 10 au 11 novembre 2018			
1. VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉVALUATION	2	Choc	Conflit intercommunautaire			
1.1. CONTEXTE	2		Lieu	Villages de Diankabou Peuhl & Singuimara Peuhl		
1.2. MÉTHODOLOGIE	2	Commune Diankabou – Cercle Koro				
2. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION	3	Popu- lation	#Ménages Hôte	#Population hôte	#Ménages déplacés	#PDI
2.1. CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES	3		167	901	101	805
2.2. ACCÈS AU MARCHÉ	3					
2.3. BESOINS PRIORITAIRES DES MÉNAGES	3					
2.4. ANALYSE DES BESOINS PAR SECTEUR	4					
2.5. ACCÈS HUMANITAIRE	5					

**CONTACTS**

**Souleymane GOITA**  
HEA Manager  
[Souleymane\\_Goita@wvi.org](mailto:Souleymane_Goita@wvi.org)

**Benjamin MALLE**  
CNMER Manager  
[Benjamin\\_Malle@wvi.org](mailto:Benjamin_Malle@wvi.org)

**Aly Oumar CISSE**  
Liaison Officer  
[AlyOumar\\_Cisse@wvi.org](mailto:AlyOumar_Cisse@wvi.org)

## I. VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉVALUATION

### I.1. CONTEXTE

Au-delà de la crise multidimensionnelle que connaît le Mali depuis 2012, la région de Mopti est aussi en proie à une situation humanitaire des plus complexes. En effet, depuis le début de l'année 2018, on y assiste à une recrudescence des conflits intercommunautaires faisant de cette région le théâtre d'affrontements sanglants et meurtriers opposant différentes communautés comme peuvent en témoigner les évaluations récentes de la situation humanitaire dans cette partie du Mali. Dans le cercle de Koro qui nous intéresse ici, ce conflit oppose des communautés Peuhls et Dogons. Prenant racine dans l'éternel conflit entre éleveurs et agriculteurs qui a toujours été géré cahin-caha, les tensions entre ces deux communautés n'ont pu résister aux effets de la crise sécuritaire que le Mali connaît dans son ensemble et ont fini par s'exacerber et donner naissance à des groupes d'autodéfense aux actions dévastatrices. Les tensions intercommunautaires ainsi exacerbées ont rapidement entraîné des déplacements massifs des populations dans nombre de localités de Koro dont la commune de Diankabou qui n'a pas manqué à la vigilance des acteurs humanitaires.

En effet, le 11 octobre 2018, WVI Mali a été informée de la présence de ménages déplacés estimés plus tard à une cinquantaine par NRC dans la commune de Diankabou. L'alerte est parvenue à OCHA à travers le sous-bureau PAM de Mopti saisi par le maire de la commune rurale de Bamba. L'alerte précisait entre autres qu'après le 8 septembre 2018, tous les habitants du village de Komboko (Koro), 491 personnes d'ethnie peule, se sont déplacés en raison de l'exacerbation du conflit interethnique vers les villages de Tankoulé et N'Guiroga (Commune de Diakabou). Les autorités de

### I.2. MÉTHODOLOGIE

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, l'évaluation a été conduite suivant une démarche participative et inclusive. Elle devait couvrir initialement 3 villages identifiés par les autorités locales comme étant des foyers d'accueil à savoir Diankabou Peuhl, N'Guiroga et Dongo Ogourou Dogon. Toutefois, pour des raisons sécuritaires limitant l'accès à certains de ces villages, elle n'a pu couvrir que le village de Diankabou Peuhl et non moins chef-lieu de la commune du même nom où les déplacés étaient plus nombreux et où s'étaient rendus aussi quelques déplacés d'un autre village voisin (Singuimara Peuhl) pour l'occasion.

En définitive, la méthodologie utilisée se résume à ce qui suit :

**WVI | Mali – Bureau de Sévaré**

**Évaluation rapide des besoins à Diankabou – Novembre 2018**

Diankabou contactées par nos soins confirmèrent la présence des déplacés dans la commune particulièrement dans les villages de Diankabou Peuhl, N'Guiroga et Gondo Ogouro Dogon et l'urgence d'intervenir.

Après discussions avec les autorités de Diankabou et avec les personnes déplacées elles-mêmes, il s'est avéré que ces dernières sont les déplacés de l'attaque de Bombou du 5 mai 2018 qui se sont installés à Diankabou Peuhl et Singuimara Peuhl (entre autres villages de cette commune) progressivement. Pour rappel, cette attaque avait déjà été soulignée dans le rapport d'une évaluation conjointe multisectorielle conduite du 6 mai au 9 juin 2018 par la communauté humanitaire dans les communes de Koporopen, Toroli, Madougou, Barapereli et Dioungani. ***Vous constaterez ici que la commune de Diankabou n'était pas concernée par cette évaluation conjointe. Ils semblent, de ce fait, devenus les déplacés oubliés du cercle de Koro.***

Face à l'urgence de comprendre les conditions de vie de ces communautés déplacées et conformément à la stratégie de réponse de WVI au Centre et au Nord du Mali, WVI a conduit du 10 au 11 novembre une évaluation rapide dans le village de Diankabou Peuhl en vue de déterminer leurs besoins prioritaires et d'orienter les acteurs humanitaires dans leurs actions futures. De façon plus spécifique, il s'agit de :

- ✚ Identifier les ménages déplacés et familles hôtes et leurs besoins et problèmes prioritaires.
- ✚ Analyser l'impact de la situation d'urgence sur la vie de ces communautés.
- ✚ Proposer des actions destinées à renforcer leurs résilience face à ce choc en connaissance de leurs forces.
  
- ✚ Le recrutement et la formation d'une équipe d'enquêteurs locaux de l'ethnie Mossi (acceptée de tous) connaissant parfaitement le contexte et les langues du milieu.
- ✚ L'identification des ménages déplacés et familles hôtes avec l'appui des autorités administratives et locales (sous-préfecture, mairie et chefferie traditionnelle).
- ✚ Des entretiens avec ces autorités sur la situation des communautés déplacées (Questionnaire Communautaire et Guide d'entretien).
- ✚ Une enquête auprès des ménages déplacés et familles hôtes pour mieux cerner leurs besoins et priorités (Questionnaire Ménage).

## 2. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

### 2.1. CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

La commune de Diankabou est constituée de 19 villages essentiellement Peuhls et Dogons. Ils pratiquent principalement l'agriculture et l'élevage. Avec le conflit, beaucoup ont perdu leurs bétails et d'autres n'ont plus accès aux terres cultivables. Cela rend encore plus difficile leur quotidien.

La communauté faisant l'objet du présent déplacement est entièrement peule. Elle est issue du village de Boumbou (Commune de Madougou, Cercle de Koro) fuyant les atrocités du conflit et les menaces pour venir se ré-

Par ailleurs, la taille moyenne des ménages est de **7,97** membres avec 59% d'enfants et 36% d'adultes (18 à 59 ans). Les personnes âgées font 3% des membres des ménages. De plus, bien que les membres des ménages enquêtés

Tableau 2 : Composition des ménages

Statistiques	M	F	-5 ans	5-17 ans	18-59 ans	60 ans+	P. hand.	FEA	Total
Somme	397	408	172	305	288	24	3	24	805
Moyenne	3.93	4.04	1.70	3.02	2.85	0.24	0.03	.24	7.97
%	49.32%	50.68%	21.37%	37.89%	35.78%	2.98%	0.37%	2.98%	100%

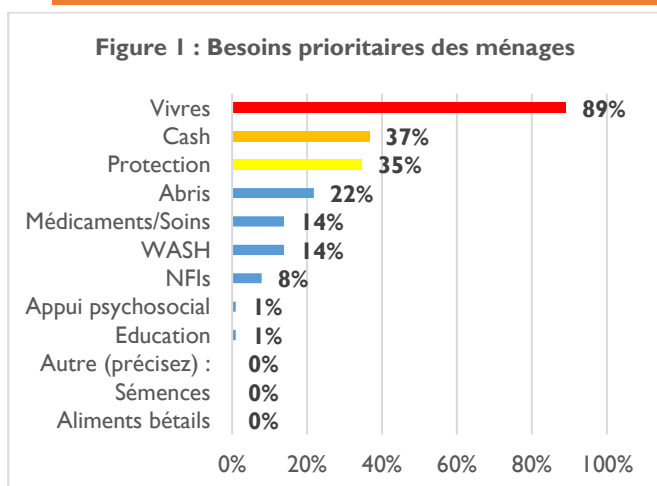
ont à 51% de sexe féminin, on y compte qu'une seule femme chef de ménage. Cette forte proportion d'enfants de 59% est supérieure à la moyenne nationale de 49,9% et dénote toute l'importance de la mise en œuvre de programmes axés spécifiquement sur le bien-être des enfants.

Su un autre plan, 58,4% (59 ménages) des ménages interrogés affirment avoir l'intention de retourner chez eux à Bombou. Ceux qui veulent rester (41,6%, soit 42 ménages) ne savent pour la plupart (24 sur 42 ménages) pas pour combien de temps ils vont rester ou attendent la fin du conflit (13 sur 42).

### 2.2. ACCÈS AU MARCHÉ

L'accès au marché local a aussi durement été impacté par le conflit. Il est de moins en moins fréquenté du fait de l'insuffisance de nourriture disponible, la hausse des prix de denrées, la faible disponibilité des NFIs et même la faible présence des commerçants. D'ailleurs, les routes vers le village sont insécurisées et quasiment plus de commerçant extérieur ne peut s'y rendre de crainte de se faire attaquer, déposséder ou même pire par l'une ou l'autre communauté. Ainsi, le village est

### 2.3. BESOINS PRIORITAIRES DES MÉNAGES



fugier dans les villages de Diankabou Peuhl et Singuimara Peuhl. Au total, 101 ménages affectés ont été identifiés dans ces 2 villages à savoir 91 ménages déplacés (90,1%) et 10 ménages hôtes (9,9%). 85% (soit 86 ménages) de ces ménages résident à Diankabou Peuhl contre 15% à Singuimara.

Tableau 1 : Statut des ménages par village

Village	Déplacé interne	Ménage hôte/d'accueil	Total
Diankabou Peuhl	77	9	86
Singuimara Peuhl	14	1	15
Total	91	10	101

presque sous embargo car peu ou pas du tout ravitaillé et les chemins pour ces communautés d'aller vers d'autres marchés hors du village sont parsemés de risques qu'ils n'osent prendre. Dans cette situation, les produits alimentaires et non alimentaires deviennent rares et donc chers. La seule alternative vient du côté des ressortissants du village qui s'organisent momentanément à faire parvenir les denrées de première nécessité dans certains magasins du village sous escorte des forces armées maliennes.

À la lecture de la figure ci-contre, il ressort que les 3 besoins prioritaires des ménages sont les **Vivres** (89%), le **Cash** ((37%) et la **Protection** (35%). Les Abris et les Soins & Médicaments viennent juste après en 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> positions.

S'agissant des enfants, les ménages interrogés estiment que leurs besoins prioritaires sont la **Nourriture** (98%), les **Vêtements et chaussures** (56%) et l'**Accès aux soins & médicaments** (43%).

## 2.4. ANALYSE DES BESOINS PAR SECTEUR

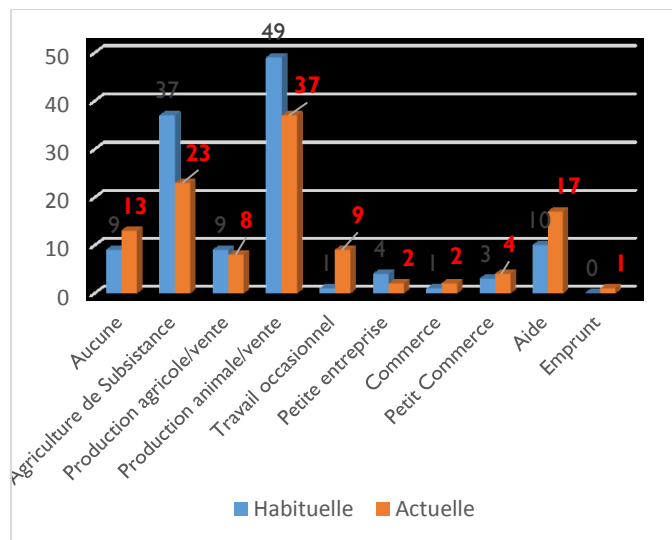
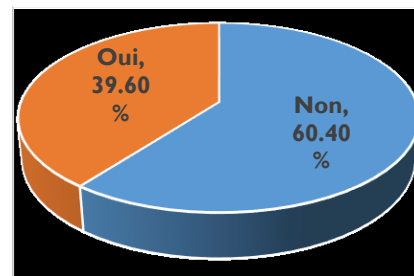
### 2.4.1. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE & MOYENS D'EXISTENCE

Le besoin de nourriture ressort de l'analyse des besoins prioritaires comme la première priorité pour 89% des ménages enquêtés. La principale source de nourriture de ces ménages est leur production propre avec 42%. Il faut voir en cela plus la production animale qu'agricole. Il faut noter toutefois que 18% des enquêtés déclarent vivre essentiellement des dons (des voisins, parents ou autres) et que plus de 60% ne disposent d'aucun stock alimentaire au moment de l'évaluation.

L'analyse des résultats au niveau de ce secteur révèle aussi un changement des habitudes alimentaires et des moyens de subsistance. On constate d'abord que 39,6% de ces ménages ne prennent qu'au maximum 2 repas par jour. Ensuite, on assiste à un recours aux banques de céréales et aux dons comme principales sources de nourriture.

S'agissant des activités de subsistance, on constate que le nombre de ménages sans activité a augmenté (de 9 on passe à 13) de même que ceux faisant recours à l'aide ou aux travaux occasionnels pendant que la pratique des activités traditionnelles (agriculture, élevage) est à la baisse comme on peut le constater dans la figure ci-contre.

Figure 2 : Disponibilité des stocks alimentaires dans les ménage



Il faut souligner que bien avant la crise, cette zone produisait déjà peu compte tenu de l'insuffisance des terres cultivables et des effets du changement climatique caractérisé par l'avancée du désert. La crise, avec comme effet immédiat d'enclaver le village de tous les côtés, vient aggraver cette situation alimentaire déjà très précaire. Les ménages constitués majoritairement d'éleveurs sont obligés de brader leurs bétails pour acheter des vivres acquis à travers l'appui des ressortissants (souligné au niveau de l'accès au marché) pour ravitailler la banque de céréales. Par ailleurs, avec un marché local quasi-inexistant par manque de ravitaillement, la non exploitation des terres cultivables, le recours aux stratégies négatives d'adaptation telles que la diminution du nombre de repas quotidiens, de la ration journalière et l'arrêt des programmes de développement, la situation alimentaire de ces communautés ne peut que s'aggraver si rien n'est fait dans les prochaines semaines. Et dans cette situation, les enfants et les veuves restent les plus vulnérables.

**PROBLÈMES PRIORITAIRES**

- La faim dans les ménages
- La cherté de la nourriture
- La destruction des stocks alimentaires

**RECOMMANDATIONS**

- Distribution alimentaire gratuite aux ménages
- Transfert monétaire
- Facilitation de l'accès aux marchés environnants

### 2.4.2. PROTECTION

Le secteur de la protection a été priorisé 3<sup>e</sup> position après les Vivres et le Cash. Cette priorisation de la protection à juste titre réside surtout dans le sentiment progressif d'insécurité, de stress, de peur et d'inquiétude qui règne dans cette communauté. En effet, la faible présence des autorités administratives et judiciaires, la libre circulation des hommes armés et l'impunité grandissante contribuent largement à la violation des droits de l'homme surtout dans un contexte de conflit intercommunautaire à caractère ethnique comme celui-ci. Dans ce cas de figure, la situation de protection des femmes et des enfants (filles et garçons) se détériore davantage avec l'effondrement des mécanismes de protection communautaires.



En termes de dégâts humains, le conflit a fait déjà plusieurs morts. En effet, les ménages enquêtés affirment avoir perdu beaucoup des leurs (dont beaucoup d'enfants) lors de l'attaque de leur village d'origine (Bombou) par les chasseurs dogons. Aussi, environ 15 enfants ont perdu la vie par la suite dans la communauté d'accueil à la suite d'Infections Respiratoires Aigües et de malnutrition.

En ce qui concerne la **protection de l'enfance**, le conflit a exacerbé les vulnérabilités existantes et les risques de protection, en particulier, le recrutement et l'utilisation des enfants par les groupes armés sont très importants. Bien que l'analyse ne révèle la présence d'aucun enfant non accompagné ou séparé, les informateurs clés évoquent l'existence d'enfants enrôlés par les groupes et milices armés qu'ils n'ont pu quantifier.

Par ailleurs, même si aucun cas de VBG n'a été observé ou signalé, les répondants estiment à 40% que le mariage d'enfants est l'une des pratiques traditionnelles qui favorisent les VBG dans leur communauté.

Bref, les problèmes de cohésion sociale dus aux rivalités inter-ethniques ; l'accès à la justice et à la documentation civile et la protection de l'enfant restent préoccupants. Les enfants, les personnes âgées et les femmes enceintes et/ou allaitantes sont les couches les plus vulnérables.

#### PROBLÈMES PRIORITAIRES

- Flambée des violences intercommunautaires
- Discrimination ethnique
- Perte des documents d'identité (CI et actes de naissance)

#### RECOMMANDATIONS

- Couverture sécuritaire - Médiation et dialogue intercommunautaire
- Appui psychosocial
- Établissement des documents d'identité

### 2.4.3. AUTRES SECTEURS

SECTEUR	CHIFFRES CLÉS	RESSOURCES COMMUNAUTAIRES	PROBLÈMES PRIORITAIRES	RECOMMANDATIONS D'URGENCE
EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT	L'hygiène de l'eau reste problématique : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 25% des ménages n'ont pas accès à l'eau potable.</li> <li>• 88% ne traitent <b>jamais</b> l'eau avant de la boire.</li> <li>• 73% n'ont pas accès à des latrines.</li> <li>• 68% à 89% ne se lavent jamais les mains au savon</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le village dispose de 5 puits et de 3 PMH dont 2 fonctionnelles.</li> <li>• L'école ne dispose ni de point d'eau fonctionnel, ni de point de lavage de mains fonctionnel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Eau contaminée ou sale</li> <li>• Quantité insuffisante pour les besoins domestiques</li> <li>• Points d'eau non fonctionnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réhabilitation du point d'eau de l'école</li> <li>• Construction des latrines</li> <li>• Distribution de jerrycans, traitement de l'eau et sensibilisation sur la promotion de l'hygiène</li> </ul>
SANTÉ & NUTRITION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La population enquêtée se compose 172 d'enfants de -5 ans (21%) et de 24 FEA (3%).</li> <li>• 24% des enquêtés affirment ne pas avoir accès aux soins de santé primaires.</li> <li>• 44% des ménages ne pratiquent pas l'allaitement exclusif et affirment <b>qu'aucun</b> de leurs enfants ne dort sous moustiquaire.</li> <li>• Augmentation inhabituelle de la coqueluche chez les déplacés et des infections respiratoires aigües chez leurs enfants ayant déjà occasionné 15 morts.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le village de Diankabou Peuhl dispose d'un CSCom fonctionnel et les programmes de vaccination, de lutte contre le paludisme, le VIH et la tuberculose ne semblent pas affectés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation de la fièvre, la toux, la grippe, maux de tête, infections, etc.</li> <li>• Paludisme, la dengue, les autres maladies transmises par les moustiques</li> <li>• Cherté des frais des soins</li> </ul>	<p><b>Solutions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités du CSCom à répondre aux besoins (clinique mobile, par ex.)</li> <li>• Assainir les espaces publics</li> <li>• Gratuité des soins pour les déplacés</li> <li>• Enquête approfondie</li> </ul>
ÉDUCATION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 38% de la population enquêtée ont entre 5 et 17 ans (305 enfants).</li> <li>• 88% des enquêtés déclarent <b>qu'aucun</b> de leurs enfants de 5-17 ans (soit <b>268 enfants</b>) ne va à l'école et 9% n'y envoient que <b>certain</b>s de leurs enfants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le village dispose de 2 écoles primaires dont une seule fonctionnelle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible fréquentation de l'école à cause de l'insécurité et pour des raisons financières.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cantines scolaires</li> <li>• Espaces amis des enfants</li> <li>• Formation des enseignants en appui psychosocial</li> </ul>
ABRIS & NFIS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les NFIs faisant défaut sont : les vêtements et chaussures selon 76% des interrogés ; nattes ou matelas de couchage (57%) ; seaux (48%) ; équipements de cuisine (43%) et couvertures (40%).</li> <li>• 80% des ménages occupent des terrains et/ou maisons d'autrui..</li> <li>• 16% des ménages vivent dans des abris de fortune ou maisons endommagées.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maison endommagée ou détruite</li> <li>• Vivre dans les rues, espace public, brousse</li> <li>• Insuffisance des articles non alimentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fourniture d'abris d'urgence pour leur permettre de se protéger dignement contre les intempéries.</li> <li>• Fourniture de nattes, couvertures et ustensiles de cuisine.</li> </ul>

### 2.5. ACCÈS HUMANITAIRE

Diankabou est une commune rurale du cercle de Koro située à 65 km au nord de celui-ci. On y accède uniquement par route et à cette période de l'année, les routes pour s'y rendre sont praticables. Toutefois, la volatilité du contexte sécuritaire sur fond de conflit intercommunautaire caractérisée par la présence des groupes et individus armés rend l'accès à cette commune relativement plus complexe et prive de ce fait certaines de ces populations de l'assistance humanitaire dont elles ont besoin. Les incidents sécuritaires sont quasi quotidiens et les tensions entre les deux communautés sont omniprésentes. Ainsi, l'accès humanitaire reste possible mais difficile. Il nécessite pour tout intervenant de se faire accepter de toutes les communautés et le respect scrupuleux des principes humanitaires.